



## Le mot du président **Jean-François Moutte**

**L'année 2014 a été marquée par une progression très sensible de l'activité du tribunal administratif de Nîmes. Le nombre de requêtes enregistrées s'est en effet élevé à 4 064 révélant une forte augmentation, de 10,8 %.** Le contentieux fiscal, celui des étrangers et les contentieux sociaux ont connu les accroissements les plus significatifs. Le tribunal a jugé l'année passée 3 742 requêtes soit une légère progression de 1,2 %. Le nombre d'affaires restant à juger augmente donc pour s'établir au 31 décembre 2014 à 2 946. Le délai

prévisible moyen de jugement est en légère hausse à 9 mois et 13 jours, par rapport à l'année précédente. L'accent a encore été mis sur les affaires les plus anciennes afin de réduire les délais de jugement ; celles de plus de deux ans ne sont plus qu'une trentaine soit à peine plus de 1 % des instances en cours d'instruction. Pour autant, la juridiction a su traiter avec la célérité voulue les requêtes urgentes, notamment en 2014 le contentieux des élections municipales, malgré une forte augmentation des procédures dans lesquelles le tribunal doit

statuer dans un délai réduit. La juridiction a aussi pleinement affirmé son ouverture sur la cité en organisant sa deuxième rentrée solennelle en octobre 2014 et en développant ses rencontres avec les barreaux, administrations et universités. L'année 2014 a enfin été celle du développement de l'utilisation de l'application informatique Télérecours. Les personnels de la juridiction se sont approprié ce nouvel outil déjà pleinement utilisé dans l'instruction des instances en cours.

**4 064**

AFFAIRES ENREGISTRÉES,  
SOIT UNE AUGMENTATION DE  
**10,8 %** PAR RAPPORT À 2013

**3 742**

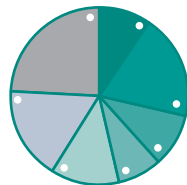
AFFAIRES JUGÉES, SOIT UNE  
AUGMENTATION DE **1,2 %**  
PAR RAPPORT À 2013

Délai prévisible moyen  
de jugement

**9m 13j**

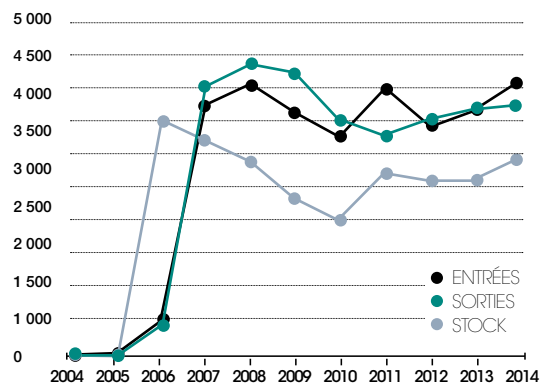
-0,7 %  
DE 2007 À 2014

RÉPARTITION DES AFFAIRES JUGÉES  
PAR TYPE DE CONTENTIEUX



9,5 % Contentieux fiscal  
19,2 % Étrangers  
9,8 % Fonctionnaires & agents publics  
7,9 % Police  
12,6 % Environnement et urbanisme & aménagement  
17,1 % Contentieux sociaux  
23,9 % Autres

NOMBRE D'AFFAIRES  
EN DONNÉES NETTES (DEPUIS 2004)



\* Les données nettes correspondent à l'ensemble des requêtes, déduction faite de celles qui présentent des questions identiques en fait et en droit.